

ininterrompue dans l'armement nucléaire et classique. Il existe des écarts considérables sur le plan de l'alimentation et de la croissance démographique, les droits de la personne sont foulés aux pieds, les ressources s'épuisent, la situation économique se détériore et la violence ainsi que le terrorisme sont en recrudescence. Tous ces problèmes font que nous nous engageons dans la décennie la plus dangereuse de l'histoire de l'humanité.

L'indice le plus éloquent de la puissance destructrice qui est à portée de la main dans le monde est la présence de 50,000 armes atomiques et l'intensification des ventes d'armes aux pays en voie de développement.

Le monde entier est déséquilibré; il y a pléthore d'armes mais on n'arrive pas à satisfaire les besoins vitaux de l'humanité. Derrière les statistiques qui révèlent les écarts de revenus, l'inflation et l'arriération économique se cachent des millions d'êtres affamés, analphabètes, malades et misérables qui sont les victimes d'une indifférence révoltante.

Ce déficit social menace la sécurité mondiale car les problèmes actuels que l'on néglige dans la course aux armements, peuvent être la source d'une colère et d'une agitation sociale croissantes auxquelles aucune forteresse militaire nationale n'arrivera à résister en fin de compte.

D'après la commission présidentielle américaine sur l'an 2000, si la tendance actuelle se maintient, en l'an 2000 la planète sera beaucoup plus encombrée, et polluée et beaucoup moins stable sur le plan écologique et elle sera plus exposée aux désordres économiques, sociaux et écologiques qu'à l'heure actuelle.

Ce chaos n'est toutefois pas inévitable. Bien que le bilan de la condition humaine soit plutôt déficitaire, la civilisation moderne compte également certains actifs importants. Les progrès remarquables de la science et de la technologie pourraient permettre à tous et pas seulement à une poignée de privilégiés, de vivre décemment. Nous entrons dans une ère nouvelle. Pour la première fois, nous avons l'occasion de permettre à tout le monde de mener une vie plus agréable et de jouir d'une plus grande liberté. Nous formons maintenant une vaste communauté mondiale qui peut subvenir aux besoins de l'ensemble.

La situation est donc tragiquement paradoxale; jamais les hommes n'ont été autant en mesure de libérer le monde de la faim et de la guerre qui de tout temps l'ont menacé, mais jamais il n'y a eu autant d'affamés dans le monde ni de plus affreuses menaces de guerre.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) a dit tout à l'heure que le but de la politique étrangère du Canada aujourd'hui, dans les années 80, est le progrès dans la stabilité. J'approuve et j'ajoute que l'établissement d'institutions mondiales capables d'empêcher les guerres et de résoudre les problèmes mondiaux est aujourd'hui une nécessité concrète et doit être l'un des principaux objectifs de la politique étrangère du Canada.

Je ne prétends pas que le Canada, avec ses 24 millions d'habitants, peut et doit refaire le monde à son image. Mais il y va de notre intérêt de deuxième plus grand pays du monde, si riche en ressources, en espace et en technologie, de jouer un rôle de premier plan dans l'édification d'une vie planétaire pacifique.

Selon certains, nous ne devrions pas concentrer notre attention sur la politique étrangère avant d'avoir mis de l'ordre dans

nos propres affaires et réglé nos problèmes d'unité nationale et d'économie interne. Ceux-là ont la vue courte. Le monde se transforme rapidement et n'attendra pas le Canada. Une nouvelle compréhension du rôle du Canada dans un monde en quête de sécurité, de commerce et de développement nous serait d'ailleurs d'un grand secours dans la lutte que nous menons pour nous comprendre nous-mêmes. En résumé, concevoir et expliquer au public le rôle constructif que doit jouer le Canada dans le monde au cours de la prochaine décennie peut nous aider à retrouver le sens de mission qui doit animer notre pays.

● (1740)

Ce sens de mission figure dans l'expression de John Holmes «un internationalisme éclairé». Par cette expression je veux dire que nous devons cesser de dissocier les questions de paix et de guerre des nouveaux problèmes mondiaux de recherche de la justice, de l'équité et du respect des droits de la personne. Les nouvelles questions de politiques étrangères comprennent l'escalade des armements, la prolifération nucléaire, les pénuries alimentaires et énergétiques, les problèmes de développement international ainsi que l'inflation et le chômage à l'échelle planétaire.

Monsieur l'Orateur, on dit couramment que l'âge d'or du Canada en matière de politique étrangère est terminé. C'est parce que nous nous sommes laissés aller et sommes devenus insouciantes au cours de la dernière décennie. Nous avons perdu notre vision. Nous ne nous sommes pas rendus compte que dans le nouveau dialogue Nord-Sud le Canada exerce une influence sans commune mesure avec son importance dans le monde et peut jouer un rôle d'intermédiaire grâce au capital de confiance dont il jouit. Si nous nous demandons aujourd'hui où sont les Pearson, Wrong, Ignatieff, Léger, Reid et tous les autres éminents canadiens de notre politique étrangère, adressons-nous aux MacGuigan, Gotlieb, Masse, Smith et McWhinney d'aujourd'hui pour leur dire de concevoir des politiques qui permettront au Canada de prendre la place qui lui revient c'est-à-dire une place centrale dans les négociations Nord-Sud. Je tiens à dire à tous ces hauts fonctionnaires, à tous les députés, aux spécialistes en matière de développement partout au Canada que nous devons allier l'idéalisme du passé au pragmatisme d'aujourd'hui et redonner une plus grande stature au Canada afin que notre pays devienne une force motrice œuvrant en faveur de la paix, du développement et de la justice. Est-il nécessaire qu'une guerre éclate pour qu'un pays vive son heure de gloire? Faisons en sorte que cette poursuite du développement et de la paix dans le dialogue Nord-Sud constitue l'heure de gloire du Canada.

Nous devons concentrer notre attention sur le premier sommet mondial des chefs d'État du Nord et du Sud, qui se tiendra en octobre à Mexico.

Le rapport du groupe d'étude parlementaire sur les relations Nord-Sud contient les éléments de base de la position que le Canada adoptera au sommet Nord-Sud. Je suis fier d'avoir représenté, en compagnie du député d'Érié (M. Fretz), le parti Progressiste conservateur au sein de ce groupe d'étude. Nous avons travaillé dur et consenti de nombreux compromis pour produire un rapport unanime. Et le fait que le gouvernement ait souscrit aux conclusions générales du rapport permet au moins d'espérer que la position canadienne sur le dialogue Nord-Sud suivra les grandes lignes que j'ai énoncées.